



Brochure N°5 - nouvelle formule

Juillet 2026

L'IMPÉRIALISME

Stade suprême du capitalisme - morceaux choisis



Supplément au Manifeste en coédition avec le Cercle Manouchian

Table des matières

Introduction (Cercle Manouchian)	4
1/ Les monopoles	5
2/ Le nouveau rôle des banques	7
3/ Le capital financier et l'oligarchie financière	9
4/ L'exportation des capitaux	11
5/ Le partage du monde entre les groupements capitalistes	13
6/ Le partage du monde entre les grandes puissances	14
7/ L'impérialisme, stade particulier du capitalisme	17
8/ Le parasitisme et la putréfaction du capitalisme	19
9/ La critique de l'impérialisme	21
10/ La place de l'impérialisme dans l'histoire	24
Conclusion (Cercle Manouchian)	28

Les morceaux choisis sont issus de l'édition numérique de l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme proposée par le site marxists.org, dont voici la source : <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/vlimperi/vlimp.htm>

MORÇEAUX CHOISIS

**L'IMPÉRIALISME,
STADE SUPRÊME DU
CAPITALISME**

Écrit par Lénine en 1916

Introduction

Sachant que de multiples sites internet proposent des analyses et des extraits de *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, pour réaliser cette synthèse, nous avons décidé de garder Lénine dans le texte mais seulement les passages où il développe son analyse. Nous avons supprimé tous les exemples économiques de l'époque et les argumentaires et polémiques avec les différents auteurs bourgeois. Nous avons mis en gras les éléments qui nous paraissent les plus importants.

Comme vous le verrez au chapitre 7 (page 17), ce qu'on peut retenir de cet ouvrage c'est que, pour Lénine, pour être considéré comme ayant atteint le stade impérialiste, un pays doit remplir 5 critères :

1. la **concentration de la production et du capital doit être parvenue** à un degré de développement si élevé qu'elle a créé des monopoles, dont le rôle est décisif dans la vie économique;

2. la **fusion du capital bancaire et du capital industriel doit avoir donné lieu à la création**, sur la base de ce «capital financier», d'une **oligarchie financière**;

3. **l'exportation des capitaux**, à la différence de l'exportation des marchandises, **doit avoir pris une importance toute particulière** (majoritaire);

4. **ses monopoles doivent avoir pris une envergure internationale** à travers la formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes et participer au partage du monde;

5. **il doit participer au partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes.**

1/ Les monopoles

Le développement intense de l'industrie et le processus de concentration extrêmement rapide de la production dans des entreprises toujours plus importantes constituent une des caractéristiques les plus marquées du capitalisme.

Ainsi, les étapes principales de l'histoire des monopoles peuvent se résumer comme suit : 1) Années 1860-1880 : point culminant du développement de la libre concurrence. Les monopoles ne sont que des embryons à peine perceptibles. 2) Après la crise de 1873, période de large développement des cartels; cependant ils ne sont encore que l'exception. Ils manquent encore de stabilité. Ils ont encore un caractère passager. 3) Essor de la fin du XIXe siècle et crise de 1900-1903 : les cartels deviennent une des bases de la vie économique tout entière. Le capitalisme s'est transformé en impérialisme.

Les cartels s'entendent sur les conditions de vente, les échéances, etc. Ils se répartissent les débouchés. Ils déterminent la quantité des produits à fabriquer. Ils fixent les prix. Ils répartissent les bénéfices entre les diverses entreprises, etc.

La concurrence se transforme en monopole. Il en résulte un progrès immense de la socialisation de la production. Et, notamment, dans le domaine des perfectionnements et des inventions techniques.

Ce n'est plus du tout l'ancienne libre concurrence des patrons dispersés, qui s'ignoraient réciproquement et produisaient pour un marché inconnu. La concentration en arrive au point qu'il devient possible de faire un inventaire approximatif de toutes les sources de matières premières (tels les gisements de minerai de fer) d'un pays et même de plusieurs pays, voire du monde entier. Non seulement on procède à cet inventaire, mais toutes ces sources sont accaparées par de puissants groupements monopolistes. On évalue approximativement la capacité d'absorption des marchés que ces groupements « se partagent » par contrat. Le monopole accapare la main-d'oeuvre spécialisée, les meilleurs ingénieurs; il met la main sur les voies et moyens de communication, les chemins de fer en Amérique, les sociétés de navigation en Europe et en Amérique. **Le capitalisme arrivé à son stade impérialiste conduit aux portes de la socialisation intégrale de la production;** il entraîne en quelque sorte les capitalistes, en dépit de leur volonté

et sans qu'ils en aient conscience, vers un nouvel ordre social, intermédiaire entre l'entière liberté de la concurrence et la socialisation intégrale.

La production devient sociale, mais l'appropriation reste privée. Les moyens de production sociaux restent la propriété privée d'un petit nombre d'individus. Le cadre général de la libre concurrence nominalement reconnue subsiste, et le joug exercé par une poignée de monopolistes sur le reste de la population devient cent fois plus lourd, plus tangible, plus intolérable.

Ce n'est plus la lutte concurrentielle entre les petites et les grandes usines, les entreprises techniquement arriérées et les entreprises techniquement avancées. **C'est l'étouffement par les monopoles de ceux qui ne se soumettent pas à leur joug, à leur arbitraire.**

Le développement du capitalisme en est arrivé à un point où **la production marchande**, bien que continuant de « régner » et d'être considérée comme **la base de toute l'économie, se trouve** en fait **ébranlée**, et où le gros des bénéfices va aux « génies » des machinations financières. A la base de ces machinations et de ces tripotages, il y a **la socialisation de la production**; mais l'immense progrès de l'humanité, qui s'est haussée jusqu'à cette socialisation, **profite... aux spéculateurs.**

Et **les crises** (de toute espèce, le plus souvent économiques, mais pas exclusivement) **accroissent** à leur tour, dans de très fortes proportions, **la tendance à la concentration et au monopole.**

Le monopole, tel est le dernier mot de la « phase la plus récente du développement du capitalisme ». Mais nous n'aurions de la puissance effective et du rôle des monopoles actuels qu'une notion extrêmement insuffisante, incomplète, étriquée, si nous ne tenions pas compte du rôle des banques.

2/ Le nouveau rôle des banques

La fonction essentielle et initiale des banques est de servir d'intermédiaire dans les paiements. Ce faisant, elles transforment le capital-argent inactif en capital actif, c'est-à-dire générateur de profit, et réunissant les divers revenus en espèces, elles les mettent à la disposition de la classe des capitalistes.

Au fur et à mesure que **les banques se développent et se concentrent dans un petit nombre d'établissements, elles cessent d'être de modestes intermédiaires pour devenir de tout-puissants monopoles** disposant de la presque totalité du capital-argent de l'ensemble des capitalistes et des petits patrons, ainsi que de la plupart des moyens de production et de sources de matières premières d'un pays donné, ou de toute une série de pays. Cette transformation d'une masse d'intermédiaires modestes en une poignée de monopolistes constitue un des processus essentiels de la transformation du capitalisme en impérialisme capitaliste.

Encore une fois, le dernier mot du développement des banques, c'est le monopole.

Quant à la liaison étroite qui existe entre les banques et l'industrie, c'est dans ce domaine que se manifeste peut-être avec le plus d'évidence le nouveau rôle des banques. Si une banque escompte les lettres de change d'un industriel, lui ouvre un compte courant, etc., ces opérations en tant que telles ne diminuent pas d'un iota l'indépendance de cet industriel, et la banque ne dépasse pas son rôle modeste d'intermédiaire. Mais si ces opérations se multiplient et s'instaurent régulièrement, si la banque « réunit » entre ses mains d'énormes capitaux, si la tenue des comptes courants d'une entreprise permet à la banque -et c'est ce qui arrive- de connaître avec toujours plus d'ampleur et de précision la situation économique du client, il en résulte une dépendance de plus en plus complète du capitaliste industriel à l'égard de la banque.

En même temps se développe, pour ainsi dire, l'union personnelle des banques et des grosses entreprises industrielles et commerciales, la fusion des unes et des autres **par l'acquisition d'actions, par l'entrée des directeurs de banque dans les conseils de surveillance** (ou d'administration) **des entreprises industrielles et commerciales, et inversement.**

L'« union personnelle » des banques et de l'industrie est **complétée par l'« union personnelle » des uns et des autres avec le gouvernement.**

Ainsi, le XXe siècle marque le tournant où l'ancien capitalisme fait place au nouveau, où la domination du capital financier se substitue à la domination du capital en général.

3/ Le capital financier et l'oligarchie financière

Concentration de la production avec, comme conséquence, les monopoles; fusion ou interpénétration des banques et de l'industrie, voilà l'histoire de la formation du capital financier et le contenu de cette notion.

Il nous faut montrer maintenant comment la « gestion » exercée par les monopoles capitalistes devient inévitablement, sous le régime général de la production marchande et de la propriété privée, la domination d'une oligarchie financière.

Le capital financier, concentré en quelques mains et exerçant un monopole de fait, prélève des bénéfices énormes et toujours croissants sur la constitution de firmes, les émissions de valeurs, les emprunts d'Etat, etc., affermissant la domination des oligarchies financières et frappant la société tout entière d'un tribut au profit des monopolistes.

Si, dans les périodes d'essor industriel, les bénéfices du capital financier sont démesurés, en période de dépression les petites entreprises et les entreprises précaires périssent, et les grandes banques « participent » soit à leur achat à vil prix soit à de profitables « assainissements » et « réorganisations ».

La spéculation sur les terrains situés aux environs des grandes villes en plein développement est aussi une opération extrêmement lucrative pour le capital financier. **Le monopole des banques fusionne ici avec celui de la rente foncière et celui des voies de communication**, car la montée du prix des terrains, la possibilité de les vendre avantageusement par lots, etc., dépendent surtout de la commodité des communications avec le centre de la ville, et ses communications sont précisément aux mains des grandes compagnies liées à ces mêmes banques par le système de participations et la répartition des postes directoriaux.

Le monopole, quand il s'est formé et brasse des milliards, pénètre impérieusement dans tous les domaines de la vie sociale, indépendamment du régime politique et de toutes autres « contingences ».

Le propre du capitalisme est, en règle générale, de séparer la propriété du capital de son application à la production; de séparer le capital-argent du capital industriel ou productif; de séparer le rentier, qui ne vit que du

revenu qu'il tire du capital-argent, de l'industriel, ainsi que de tous ceux qui participent directement à la gestion des capitaux. L'impérialisme, ou la domination du capital financier, est ce stade suprême du capitalisme où cette séparation atteint de vastes proportions. **La suprématie du capital financier sur toutes les autres formes du capital signifie l'hégémonie du rentier et de l'oligarchie financière; elle signifie une situation privilégiée pour un petit nombre d'Etats financièrement « puissants », par rapport à tous les autres.**

Il importe d'examiner particulièrement le rôle que joue l'exportation des capitaux dans la création du réseau international de dépendances et de relations du capital financier.

4/ L'exportation des capitaux

Ce qui caractérisait l'ancien capitalisme, où régnait la libre concurrence, c'était l'exportation des *marchandises*. Ce qui caractérise le capitalisme actuel, où règnent les monopoles, c'est l'exportation des *capitaux*.

Le capitalisme, c'est la production marchande, à son plus haut degré de développement, où la force de travail elle-même devient marchandise. L'extension des échanges tant nationaux qu'internationaux, surtout, est un trait distinctif caractéristique du capitalisme. Le développement inégal et par bonds des différentes entreprises, des différentes industries et des différents pays, est inévitable en régime capitaliste. Devenue capitaliste la première, et adoptant le libre-échange vers le milieu du XIXe siècle, l'Angleterre prétendit au rôle d'« atelier du monde entier », de fournisseur en articles manufacturés de tous les pays, qui devaient, en échange, la ravitailler en matières premières. Mais ce monopole, l'Angleterre commença à le perdre dès le dernier quart de ce siècle. D'autres pays, qui s'étaient défendus par des tarifs douaniers « protecteurs », devinrent à leur tour des Etats capitalistes indépendants. **Au seuil du XXe siècle, on vit se constituer un autre genre de monopoles : tout d'abord, des associations monopolistes capitalistes dans tous les pays à capitalisme évolué; ensuite, la situation de monopole de quelques pays très riches, dans lesquels l'accumulation des capitaux atteignait d'immenses proportions.** Il se constitua un énorme « excédent de capitaux » dans les pays avancés.

Les exportations de capitaux influent, en l'accélérant puissamment, sur le développement du capitalisme dans les pays vers lesquels elles sont dirigées. Si donc ces exportations sont susceptibles, jusqu'à un certain point, d'amener un ralentissement dans l'évolution des pays exportateurs, ce ne peut être qu'en **développant en profondeur et en étendue le capitalisme dans le monde entier.**

Les pays exportateurs de capitaux ont presque toujours la possibilité d'obtenir certains « avantages », dont la nature fait la lumière sur l'originalité de l'époque du capital financier et des monopoles.

Le capital financier a engendré les monopoles. Or, les monopoles introduisent partout leurs méthodes : l'utilisation des « relations » pour des transactions avantageuses se substitue, sur le marché public, à la concurrence.

Rien de plus ordinaire que d'exiger, avant d'accorder un emprunt, qu'il soit affecté en partie à des achats de produits dans le pays prêteur, surtout à des commandes d'armements, de bateaux, etc.

Le capital financier jette ainsi ses filets au sens littéral du mot, pourrait-on dire, sur tous les pays du monde. Les banques qui se fondent dans les colonies et leurs succursales, jouent en l'occurrence un rôle important.

Les pays exportateurs de capitaux se sont, au sens figuré du mot, partagé le monde. Mais le capital financier a conduit aussi au partage *direct* du globe.

5/ Le partage du monde entre les groupements capitalistes

Les groupements de monopoles capitalistes – cartels, syndicats, trusts – **se partagent tout d’abord le marché intérieur** en s’assurant la possession, plus ou moins absolue, de toute la production de leur pays. Mais, en régime capitaliste, le marché intérieur est nécessairement lié au marché extérieur. **Il y a longtemps que le capitalisme a créé le marché mondial.** Et, au fur et à mesure que croissait l’exportation des capitaux et que s’étendaient, sous toutes les formes, les relations avec l’étranger et les colonies, ainsi que les « zones d’influence » des plus grands groupements monopolistes, les choses allaient « naturellement » vers une entente universelle de ces derniers, vers la formation de cartels internationaux.

Ce nouveau degré de concentration du capital et de la production à l’échelle du monde entier est infiniment plus élevé que les précédents.

L’époque du capitalisme moderne nous montre qu’il s’établit entre les **groupements capitalistes certains rapports basés sur le partage économique du monde** et que, parallèlement et conséquemment, **il s’établit entre les groupements politiques, entre les Etats, des rapports basés sur le partage territorial du monde**, sur la lutte pour les colonies, la « lutte pour les territoires économiques ».

6/ Le partage du monde entre les grandes puissances

La politique coloniale et l'impérialisme existaient déjà avant la phase contemporaine du capitalisme, et même avant le capitalisme. Rome, fondée sur l'esclavage, faisait une politique coloniale et pratiquait l'impérialisme. Mais les raisonnements « d'ordre général » sur l'impérialisme, qui négligent ou relèguent à l'arrière-plan la différence essentielle des formations économiques et sociales, dégénèrent infailliblement en banalités creuses ou en rodomontades, comme la comparaison entre « la Grande Rome et la Grande-Bretagne ». Même la politique coloniale du capitalisme dans les phases *antérieures* de celui-ci se distingue foncièrement de la politique coloniale du capital financier.

Ce qui caractérise notamment le capitalisme actuel, c'est la **domination des groupements monopolistes** constitués par les plus gros entrepreneurs. **Ces monopoles sont surtout solides lorsqu'ils accaparent dans leurs seules mains toutes les sources de matières brutes**, et nous avons vu avec quelle ardeur les groupements capitalistes internationaux tendent leurs efforts pour arracher à l'adversaire toute possibilité de concurrence, pour accaparer, par exemple, les gisements de fer ou de pétrole, etc. Seule la possession des colonies donne au monopole de complètes garanties de succès contre tous les aléas de la lutte avec ses rivaux, même au cas où ces derniers s'aviseraient de se défendre par une loi établissant le monopole d'Etat. **Plus le capitalisme est développé, plus le manque de matières premières se fait sentir, plus la concurrence et la recherche des sources de matières premières dans le monde entier sont acharnées, et plus est brutale la lutte pour la possession des colonies.**

Le capital financier ne s'intéresse pas uniquement aux sources de matières premières déjà connues. Il se préoccupe aussi des sources possibles; car, de nos jours, la technique se développe avec une rapidité incroyable, et des territoires aujourd'hui inutilisables peuvent être rendus utilisables demain par de nouveaux procédés (à cet effet, une grande banque peut organiser une expédition spéciale d'ingénieurs, d'agronomes, etc.), par l'investissement de capitaux importants. Il en est de même pour la prospection de richesses minérales, les nouveaux procédés de traitement et d'utilisation de telles ou telles matières premières, etc. D'où la tendance inévitable du capital

financier à élargir son territoire économique, et même son territoire d'une façon générale. De même que les trusts capitalisent leur avoir en l'estimant deux ou trois fois sa valeur, en escomptant leurs bénéfices « possibles » dans l'avenir (et non leurs bénéfices actuels), en tenant compte des résultats ultérieurs du monopole, de même le capital financier a généralement tendance à mettre la main sur le plus de terres possible, quelles qu'elles soient, où qu'elles soient, et par quelques moyens que ce soit, dans l'espoir d'y découvrir des sources de matières premières et par crainte de rester en arrière dans la lutte forcée pour le partage des derniers morceaux du monde non encore partagés, ou le repartage des morceaux déjà partagés.

L'exportation des capitaux trouve également son intérêt dans la conquête des colonies, car il est plus facile sur le marché colonial (c'est parfois même le seul terrain où la chose soit possible) d'éliminer un concurrent par les moyens du monopole, de s'assurer une commande, d'affermir les « relations » nécessaires, etc.

La superstructure extra-économique qui s'érige sur les bases du capital financier, ainsi que la politique et l'idéologie de ce dernier, renforcent la tendance aux conquêtes coloniales.

Dès l'instant qu'il est question de politique coloniale à l'époque de l'impérialisme capitaliste, il faut noter que le capital financier et la politique internationale qui lui est conforme, et qui se réduit à la lutte des grandes puissances pour le partage économique et politique du monde, créent pour les Etats diverses formes transitoires de dépendance. **Cette époque n'est pas seulement caractérisée par les deux groupes principaux de pays : possesseurs de colonies et pays coloniaux, mais encore par des formes variées de pays dépendants qui, nominalement, jouissent de l'indépendance politique, mais qui, en réalité, sont pris dans les filets d'une dépendance financière et diplomatique.**

Pour en finir avec la question du partage du monde, il nous faut encore noter ceci. (...) Dans la littérature bourgeoise française également, la question est posée d'une façon suffisamment nette et large, pour autant que cela puisse se faire d'un point de vue bourgeois. Référons-nous à l'historien Driault, qui, dans son livre *Problèmes politiques et sociaux de la fin du XIXe siècle*, au chapitre sur les grandes puissances et le partage du monde, s'est exprimé en ces termes : « Dans ces dernières années, sauf en Chine, toutes les places vacantes sur le globe ont été prises par les puissances de l'Europe ou de

l'Amérique du Nord : quelques conflits se sont produits et quelques déplacements d'influence, précurseurs de plus redoutables et prochains bouleversements. Car il faut se hâter : les nations qui ne sont pas pourvues risquent de ne l'être jamais et de ne pas prendre part à la gigantesque exploitation du globe qui sera l'un des faits essentiels du siècle prochain (le XXe). C'est pourquoi toute l'Europe et l'Amérique furent agitées récemment de la fièvre de l'expansion coloniale, de « l'impérialisme », qui est le caractère le plus remarquable de la fin du XIXe siècle. » Et l'auteur ajoutait : « Dans ce partage du monde, dans cette course ardente aux trésors et aux grands marchés de la terre, l'importance relative des Empires fondés en ce siècle, le XIXe, n'est absolument pas en proportion avec la place qu'occupent en Europe les nations qui les ont fondés. Les puissances prépondérantes en Europe, qui président à ses destinées, ne sont pas également prépondérantes dans le monde. Et comme la grandeur coloniale, promesse de richesses encore non évaluées, se répercutera évidemment sur l'importance relative des Etats européens, la question coloniale, « l'impérialisme », si l'on veut, a modifié déjà, modifiera de plus en plus les conditions politiques de l'Europe elle-même ».

7/ L'impérialisme, stade particulier du capitalisme

Il nous faut maintenant essayer de dresser un bilan, de faire la synthèse de ce qui a été dit plus haut de l'impérialisme. **L'impérialisme a surgi comme le développement et la continuation directe des propriétés essentielles du capitalisme en général. Mais le capitalisme n'est devenu l'impérialisme capitaliste qu'à un degré défini, très élevé, de son développement, quand certaines des caractéristiques fondamentales du capitalisme ont commencé à se transformer en leurs contraires,** quand se sont formés et pleinement révélés les traits d'une époque de transition du capitalisme à un régime économique et social supérieur. **Ce qu'il y a d'essentiel au point de vue économique dans ce processus, c'est la substitution des monopoles capitalistes à la libre concurrence capitaliste.** La libre concurrence est le trait essentiel du capitalisme et de la production marchande en général; le monopole est exactement le contraire de la libre concurrence; mais nous avons vu cette dernière se convertir sous nos yeux en monopole, en créant la grande production, en éliminant la petite, en remplaçant la grande par une plus grande encore, en poussant la concentration de la production et du capital à un point tel qu'elle a fait et qu'elle fait surgir le monopole : les cartels, les syndicats patronaux, les trusts et, fusionnant avec eux, les capitaux d'une dizaine de banques brassant des milliards. En même temps, les monopoles n'éliminent pas la libre concurrence dont ils sont issus; ils existent au-dessus et à côté d'elle, engendrant ainsi des contradictions, des frictions, des conflits particulièrement aigus et violents. **Le monopole est le passage du capitalisme à un régime supérieur.**

Si l'on devait définir l'impérialisme aussi brièvement que possible, il faudrait dire qu'il est le stade monopoliste du capitalisme. Cette définition embrasserait l'essentiel, car, d'une part, le capital financier est le résultat de la fusion du capital de quelques grandes banques monopolistes avec le capital de groupements monopolistes d'industriels; et, d'autre part, le partage du monde est la transition de la politique coloniale, s'étendant sans obstacle aux régions que ne s'est encore appropriée aucune puissance capitaliste, à la politique coloniale de la possession monopolisée de territoires d'un globe entièrement partagé.

Mais les définitions trop courtes, bien que commodées parce que résumant l'essentiel, sont cependant insuffisantes, si l'on veut en dégager des traits fort importants de ce phénomène que nous voulons définir. Aussi, sans oublier ce qu'il y a de conventionnel et de relatif dans toutes les définitions en général, qui ne peuvent jamais embrasser les liens multiples d'un phénomène dans l'intégralité de son développement, devons-nous **donner de l'impérialisme une définition englobant les cinq caractères fondamentaux suivants** : 1) **concentration de la production et du capital** parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle a créé **les monopoles**, dont le rôle est décisif dans la vie économique; 2) **fusion du capital bancaire et du capital industriel**, et création, sur la base de ce « capital financier », d'une **oligarchie financière**; 3) **l'exportation des capitaux**, à la différence de l'exportation des marchandises, **prend une importance toute particulière**; 4) **formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde**, et 5) **fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes**. L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financiers, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes.

8/ Le parasitisme et la putréfaction du capitalisme

Il nous reste encore à examiner un autre aspect essentiel de l'impérialisme, auquel on accorde généralement trop peu d'importance dans la plupart des jugements portés sur ce sujet.

Nous l'avons vu, la principale base économique de l'impérialisme est le monopole. **Ce monopole** est capitaliste, c'est-à-dire né du capitalisme; et, **dans les conditions générales du capitalisme**, de la production marchande, de la concurrence, **il est en contradiction permanente et sans issue** avec ces conditions générales. Néanmoins, **comme tout monopole, il engendre inéluctablement une tendance à la stagnation et à la putréfaction**. Dans la mesure où l'on établit, fût-ce momentanément, des prix de monopole, cela fait disparaître jusqu'à un certain point les stimulants du progrès technique et, par suite, de tout autre progrès; et il devient alors possible, sur le plan économique, de freiner artificiellement le progrès technique. (...) Certes, un monopole, en régime capitaliste, ne peut jamais supprimer complètement et pour très longtemps la concurrence sur le marché mondial. (...) Il est évident que la possibilité de réduire les frais de production et d'augmenter les bénéfices en introduisant des améliorations techniques pousse aux transformations. Mais **la tendance à la stagnation et à la putréfaction**, propre au monopole, **continue à agir de son côté et, dans certaines branches d'industrie, dans certains pays, il lui arrive de prendre pour un temps le dessus**.

Le monopole de la possession de colonies particulièrement vastes, riches ou avantageusement situées, agit dans le même sens.

Poursuivons. L'impérialisme est une immense accumulation de capital-argent dans un petit nombre de pays (...) D'où le développement extraordinaire de la classe ou, plus exactement, de la couche des rentiers, c'est-à-dire des gens qui vivent de la « tonte des coupons », qui sont tout à fait à l'écart de la participation à une entreprise quelconque et dont la profession est l'oisiveté. L'exportation des capitaux, une des bases économiques essentielles de l'impérialisme, accroît encore l'isolement complet de la couche des rentiers par rapport à la production, et donne un cachet de parasitisme à l'ensemble du pays vivant de l'exploitation du travail de quelques pays et colonies d'outre-mer.

L'Etat-rentier est un état du capitalisme parasitaire, pourrissant; et ce fait ne peut manquer d'influer sur les conditions sociales et politiques du pays en général, et sur les deux tendances essentielles du mouvement ouvrier en particulier.

Parmi les caractéristiques de l'impérialisme qui se rattachent au groupe de phénomènes dont nous parlons, **il faut mentionner la diminution de l'émigration en provenance des pays impérialistes et l'accroissement de l'immigration, vers ces pays, d'ouvriers venus des pays plus arriérés, où les salaires sont plus bas.**

Voilà donc, nettement indiquées, les causes et les conséquences. Les causes : 1) l'exploitation du monde par l'Angleterre; 2) son monopole sur le marché mondial; 3) son monopole colonial. Les conséquences : 1) l'embourgeoisement d'une partie du prolétariat anglais; 2) une partie de ce prolétariat (opportuniste) se laisse diriger par des hommes que la bourgeoisie a achetés ou que, tout au moins, elle entretient.

Ce qui distingue la situation actuelle, c'est l'existence de conditions économiques et politiques qui ne pouvaient manquer de rendre l'opportunisme encore plus incompatible avec les intérêts généraux et vitaux du mouvement ouvrier : d'embryon, **l'impérialisme est devenu le système prédominant; les monopoles capitalistes ont pris la première place dans l'économie et la politique; le partage du monde a été mené à son terme;** d'autre part, au lieu du monopole sans partage de l'Angleterre, **nous assistons maintenant à la lutte d'un petit nombre de puissances impérialistes pour la participation au monopole,** lutte qui caractérise tout le début du XXe siècle. **L'opportunisme** ne peut plus triompher aujourd'hui complètement au sein du mouvement ouvrier d'un seul pays pour des dizaines et des dizaines d'années, comme il l'a fait en Angleterre dans la seconde moitié du XIXe siècle. Mais, dans toute une série de pays, **il a atteint sa pleine maturité, il l'a dépassée et s'est décomposé en fusionnant complètement, sous la forme du social-chauvinisme, avec la politique bourgeoise.**

9/ La critique de l'impérialisme

Nous entendons la critique de l'impérialisme au sens large du mot, comme l'attitude des différentes classes de la société envers la politique de l'impérialisme, à partir de l'idéologie générale de chacune d'elles.

La proportion gigantesque du capital financier concentré dans quelques mains et créant un réseau extraordinairement vaste et serré de rapports et de relations, par l'entremise duquel il soumet à son pouvoir la masse non seulement des moyens et petits, mais même des très petits capitalistes et patrons, ceci d'une part, et **la lutte aiguë contre les autres groupements nationaux de financiers** pour le partage du monde et la domination sur les autres pays, d'autre part, – **tout cela fait que les classes possédantes passent en bloc dans le camp de l'impérialisme.** Engouement « général » pour les perspectives de l'impérialisme, défense acharnée de celui-ci, tendance à le farder de toutes les manières, – n'est-ce pas un signe des temps. **L'idéologie impérialiste pénètre également dans la classe ouvrière,** qui n'est pas séparée des autres classes par une muraille de Chine.

Les savants et les publicistes bourgeois défendent généralement l'impérialisme sous une forme quelque peu voilée; ils en dissimulent l'entière domination et les racines profondes; ils s'efforcent de faire passer au premier plan des particularités, des détails secondaires, s'attachant à détourner l'attention de l'essentiel par de futiles projets de « réformes » tels que la surveillance policière des trusts et des banques, etc. Plus rares sont les impérialistes avérés, cyniques, qui ont le courage d'avouer combien il est absurde de vouloir réformer les traits essentiels de l'impérialisme.

Est-il possible de modifier par des réformes les bases de l'impérialisme ? Faut-il aller de l'avant pour accentuer et approfondir les antagonismes qu'il engendre, ou en arrière pour les atténuer ? Telles sont les questions fondamentales de la critique de l'impérialisme. Les particularités politiques de l'impérialisme étant la réaction sur toute la ligne et le renforcement de l'oppression nationale, conséquence du joug de l'oligarchie financière et de l'élimination de la libre concurrence, l'impérialisme voit se dresser contre lui, dès le début du XXe siècle, une opposition démocratique petite-bourgeoise à peu près dans tous les pays impérialistes. La rupture de Kautsky et du vaste courant international kautskiste avec le marxisme consiste précisément dans le fait que Kautsky, loin d'avoir voulu et su prendre le contre-pied

de cette opposition petite-bourgeoise, réformiste, réactionnaire, quant au fond, sur le plan économique, a au contraire pratiquement fusionné avec elle.

Sans prétendre le moins du monde faire œuvre de marxistes, ils opposent tous à l'impérialisme la libre concurrence et la démocratie, condamnent le projet du chemin de fer de Bagdad, qui mène à des conflits et à la guerre, et formulent des « vœux innocents » de paix, etc.

Une telle naïveté, et de la part des économistes bourgeois, n'est pas étonnante; au surplus, il leur est avantageux de feindre la naïveté et de parler « sérieusement » de paix à l'époque de l'impérialisme.

Si la critique théorique de l'impérialisme par Kautsky n'a rien de commun avec le marxisme, si elle ne peut que servir de marchepied à la propagande de la paix et de l'unité avec les opportunistes et les social-chauvins, c'est parce qu'elle élude et estompe justement les contradictions les plus profondes, les plus fondamentales de l'impérialisme : contradiction entre les monopoles et la libre concurrence qui s'exerce à côté d'eux, celle entre les formidables « opérations » (et les formidables profits) du capital financier et le commerce « honnête » sur le marché libre, celle entre les cartels et les trusts, d'une part, et l'industrie non cartellisée, d'autre part, etc.

Considérons **l'Inde, l'Indochine et la Chine**. On sait que ces trois pays coloniaux et semi-coloniaux, d'une population totale de 600 à 700 millions d'habitants, **sont exploités par le capital financier de plusieurs puissances impérialistes : Angleterre, France, Japon, Etats-Unis**, etc. Admettons que ces pays impérialistes forment des alliances les uns contre les autres, afin de sauvegarder ou d'étendre leurs possessions, leurs intérêts et leurs « zones d'influence » dans les pays asiatiques mentionnés. Ce seraient là des alliances « inter-impérialistes » ou « ultra-impérialistes ». **Admettons que toutes les puissances impérialistes concluent une alliance pour un partage « pacifique » de ces pays d'Asie : on pourra parler du « capital financier uni à l'échelle internationale »**. Il existe des exemples de ce genre d'alliances au cours du XXe siècle, disons dans les rapports des puissances à l'égard de la Chine. **Est-il « concevable » de supposer, le régime capitaliste subsistant, que ces alliances ne soient pas de courte durée, qu'elles excluent les frictions, les conflits et la lutte sous toutes les formes possibles et imaginables ?**

Il est inconcevable en régime capitaliste que le partage des zones d'influence, des intérêts, des colonies, etc., **repose sur autre chose que la force** de ceux qui prennent part au partage, la force économique, financière, militaire, etc. Or, les forces respectives de ces participants au partage varient d'une façon inégale, car il ne peut y avoir en régime capitaliste de développement uniforme des entreprises, des trusts, des industries, des pays.

Aussi, **les alliances « inter-impérialistes » ou « ultra-impérialistes »** dans la réalité capitaliste, et non dans la mesquine fantaisie petite-bourgeoise des prêtres anglais ou du « marxiste » allemand Kautsky, **ne sont inévitablement**, quelles que soient les formes de ces alliances, qu'il s'agisse d'une coalition impérialiste dressée contre une autre, ou d'une union générale embrassant toutes les puissances impérialistes, **que des « trêves » entre des guerres. Les alliances pacifiques préparent les guerres** et, à leur tour, naissent de la guerre; elles se conditionnent les unes les autres, engendrant des alternatives de lutte pacifique et de lutte non pacifique sur une seule et même base, celle des liens et des rapports impérialistes de l'économie mondiale et de la politique mondiale.

L'atténuation par Kautsky des contradictions les plus profondes de l'impérialisme, atténuation qui conduit inévitablement à farder l'impérialisme, n'est pas sans influencer également sur la critique que fait cet auteur des caractères politiques de ce dernier. **L'impérialisme est l'époque du capital financier et des monopoles, qui provoquent partout des tendances à la domination et non à la liberté.** Réaction sur toute la ligne, quel que soit le régime politique, aggravation extrême des antagonismes dans ce domaine également : tel est le résultat de ces tendances. **De même se renforcent particulièrement l'oppression nationale et la tendance aux annexions**, c'est-à-dire à la violation de l'indépendance nationale (car l'annexion n'est rien d'autre qu'une violation du droit des nations à disposer d'elles-mêmes).

10/ La place de l'impérialisme dans l'histoire

Nous avons vu que, par son essence économique, l'impérialisme est le capitalisme monopoliste. Cela seul suffit à définir la place de l'impérialisme dans l'histoire, car **le monopole**, qui naît sur le terrain et à partir de la libre concurrence, **marque la transition du régime capitaliste à un ordre économique et social supérieur**. Il faut noter plus spécialement quatre espèces principales de monopoles ou manifestations essentielles du capitalisme monopoliste, caractéristiques de l'époque que nous étudions.

Premièrement, le monopole est né de la concentration de la production, parvenue à un très haut degré de développement. Ce sont les groupements monopolistes de capitalistes, les cartels, les syndicats patronaux, les trusts. Nous avons vu le rôle immense qu'ils jouent dans la vie économique de nos jours. Au début du XXe siècle, ils ont acquis une suprématie totale dans les pays avancés, et si les premiers pas dans la voie de la cartellisation ont d'abord été franchis par les pays ayant des tarifs protectionnistes très élevés (Allemagne, Amérique), ceux-ci n'ont devancé que de peu l'Angleterre qui, avec son système de liberté du commerce, a démontré le même fait fondamental, à savoir que les monopoles sont engendrés par la concentration de la production.

Deuxièmement, les monopoles ont entraîné une mainmise accrue sur les principales sources de matières premières, surtout dans l'industrie fondamentale, et la plus cartellisée, de la société capitaliste : celle de la houille et du fer. Le monopole des principales sources de matières premières a énormément accru le pouvoir du grand capital et aggravé la contradiction entre l'industrie cartellisée et l'industrie non cartellisée.

Troisièmement, le monopole est issu des banques. Autrefois modestes intermédiaires, elles détiennent aujourd'hui le monopole du capital financier. Trois à cinq grosses banques, dans n'importe lequel des pays capitalistes les plus avancés, ont réalisé l'« union personnelle » du capital industriel et du capital bancaire, et concentré entre leurs mains des milliards et des milliards représentant la plus grande partie des capitaux et des revenus en argent de tout le pays. Une oligarchie financière qui enveloppe d'un réseau serré de rapports de dépendance toutes les institutions économiques et politiques

sans exception de la société bourgeoise d'aujourd'hui : telle est la manifestation la plus éclatante de ce monopole.

Quatrièmement, le monopole est issu de la politique coloniale. Aux nombreux « anciens » mobiles de la politique coloniale le capital financier a ajouté la lutte pour les sources de matières premières, pour l'exportation des capitaux, pour les « zones d'influence », – c'est-à-dire pour les zones de transactions avantageuses, de concessions, de profits de monopole, etc., – et, enfin, pour le territoire économique en général. Quand, par exemple, les colonies des puissances européennes ne représentaient que la dixième partie de l'Afrique, comme c'était encore le cas en 1876, la politique coloniale pouvait se développer d'une façon non monopoliste, les territoires étant occupés suivant le principe, pourrait-on dire, de la « libre conquête ». Mais quand les 9/10 de l'Afrique furent accaparés (vers 1900) et que le monde entier se trouva partagé, alors commença forcément l'ère de la possession monopoliste des colonies et, partant, d'une lutte particulièrement acharnée pour le partage et le repartage du globe.

Tout le monde sait combien le capitalisme monopoliste a aggravé toutes les contradictions du capitalisme. Il suffit de rappeler la vie chère et le despotisme des cartels. **Cette aggravation des contradictions est la plus puissante force motrice de la période historique de transition** qui fut inaugurée par la victoire définitive du capital financier mondial.

Monopoles, oligarchie, tendances à la domination au lieu des tendances à la liberté, exploitation d'un nombre toujours croissant de nations petites ou faibles par une poignée de nations extrêmement riches ou puissantes : tout cela a donné naissance aux traits distinctifs de l'impérialisme qui le font caractériser comme **un capitalisme parasitaire ou pourrissant**. C'est avec un relief sans cesse accru que se manifeste l'une des tendances de l'impérialisme : **la création d'un « Etat-rentier »**, d'un Etat-usurier, dont la bourgeoisie vit de plus en plus de l'exportation de ses capitaux et de la « tonte des coupons ». Mais ce serait une erreur de croire que cette tendance à la putréfaction exclut la croissance rapide du capitalisme; non, telles branches d'industrie, telles couches de la bourgeoisie, tels pays manifestent à l'époque de l'impérialisme, avec une force plus ou moins grande, tantôt l'une tantôt l'autre de ces tendances. Dans l'ensemble, **le capitalisme se développe infiniment plus vite qu'auparavant, mais ce développement devient généralement plus inégal, l'inégalité de développe-**

ment se manifestant en particulier par la putréfaction des pays les plus riches en capital.

Les profits élevés que tirent du monopole les capitalistes d'une branche d'industrie parmi beaucoup d'autres, d'un pays parmi beaucoup d'autres, etc., **leur donnent la possibilité économique de corrompre certaines couches d'ouvriers**, et même momentanément une minorité ouvrière assez importante, **en les gagnant à la cause de la bourgeoisie** de la branche d'industrie ou de la nation considérées et en les dressant contre toutes les autres. Et l'antagonisme accru des nations impérialistes aux prises pour le partage du monde renforce cette tendance. **Ainsi se crée la liaison de l'impérialisme avec l'opportunisme.**

De tout ce qui a été dit plus haut sur la nature économique de l'impérialisme, il ressort qu'on doit le caractériser comme un capitalisme de transition ou, plus exactement, comme **un capitalisme agonisant**. Il est extrêmement instructif, à cet égard, de constater que les économistes bourgeois, en décrivant le capitalisme moderne, emploient fréquemment des termes tels que : « entrelacement », « absence d'isolement », etc.; les banques sont « des entreprises qui, par leurs tâches et leur développement, n'ont pas un caractère économique strictement privé et échappent de plus en plus à la sphère de la réglementation économique strictement privée ».

Que veut donc dire ce mot d'« entrelacement » ? Il traduit simplement **le trait le plus saillant du processus qui se déroule sous nos yeux**. Il montre que l'observateur parle des arbres, mais ne voit pas la forêt. (...) Possession d'actions et rapports entre propriétaires privés « s'entrelacent accidentellement ». Mais ce qu'il y a derrière cet entrelacement, **ce qui en constitue la base, ce sont les rapports sociaux de production et leur perpétuel changement**. Quand une grosse entreprise devient une entreprise géante et qu'elle organise méthodiquement, en tenant un compte exact d'une foule de renseignements, l'acheminement des deux tiers ou des trois quarts des matières premières de base nécessaires à des dizaines de millions d'hommes; quand elle organise systématiquement le transport de ces matières premières jusqu'aux lieux de production les mieux appropriés, qui se trouvent parfois à des centaines et des milliers de kilomètres; quand un centre unique a la haute main sur toutes les phases successives du traitement des matières premières, jusque et y compris la fabrication de toute une série de variétés de produits finis; quand la répartition de ces produits se fait d'après un plan

unique parmi des dizaines et des centaines de millions de consommateurs. Alors, il devient évident que **nous sommes en présence d'une socialisation de la production** et non point d'un simple « entrelacement », **et que les rapports relevant de l'économie privée et de la propriété privée forment une enveloppe qui est sans commune mesure avec son contenu**, qui doit nécessairement entrer en putréfaction si l'on cherche à en retarder artificiellement l'élimination, qui peut continuer à pourrir pendant un laps de temps relativement long (dans le pire des cas, si l'abcès opportuniste tarde à percer), mais qui n'en sera pas moins inéluctablement éliminée.

Conclusion

L'enlèvement du président du Venezuela, Nicolas Maduro, le 6 janvier 2026, et l'agression militaire des États-Unis en Iran montrent que plus d'un siècle après sa rédaction, L'impérialisme, stade suprême du capitalisme reste une œuvre fondamentale et toujours opérante pour comprendre la nature des agressions en cours.

Nous pouvons analyser ces attaques états-uniennes à partir de la définition léniniste du passage qualitatif du capitalisme à son stade suprême, l'impérialisme. Pour cela nous allons utiliser une entrée unique (le pétrole) afin d'illustrer le propos. Il s'agit d'un des facteurs décisifs mais non exclusif de l'économie mondiale.

Les grands **monopoles** pétroliers états-uniens comme Chevron, Exxon-Mobil ou ConocoPhillips se partagent les contrats, analysent en détail la répartition des ressources pétrolières mondiales, forment des ingénieurs spécialisés dans le domaine de la pétrochimie et maîtrisent les moyens d'approvisionnement des énergies fossiles. Le travail social nécessaire à l'approvisionnement du pétrole est entre les mains d'un petit groupe de capitalistes.

Cette concentration des capitaux est possible grâce à la capacité de prêt du capital bancaire. L'intérêt des industriels et des banquiers converge vers des négociations de contrats à l'étranger. Par exemple, en Arabie saoudite, le pacte du pétrodollar du 6 juin 1974 contraint l'exportation du pétrole saoudien dans une monnaie unique : le dollar. Historiquement, le XXe siècle a été marqué par une dépendance croissante de l'appareil productif mondial au pétrole, nécessaire à l'ensemble de l'industrie et au transport des marchandises. En taxant, par l'intermédiaire de la monnaie, chaque échange de cette ressource naturelle, les États-Unis renforcent leur économie et leur avance technologique liée à l'extraction des énergies fossiles. Ce cercle vertueux, permis par la **fusion du capital bancaire et industriel**, maintient les États-Unis dans une position économique et technologique hégémonique.

C'est grâce à l'**exportation de leurs capitaux**, à des fins d'appropriation indirecte des ressources naturelles étrangères, que les monopoles financiers états-uniens réussissent à s'accaparer les profits des matières premières mondiales. La suprématie technologique industrielle permet d'exporter des ingénieurs surspécialisés, des technologies de pointe et un « savoir-faire ».

Ces exportations garantissent un haut niveau de rentabilité vers l'économie états-unienne.

Ce système ne peut fonctionner que si les ressources pétrolières, le transit des énergies fossiles et l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement sont maîtrisés. Or il existe **un partage du monde** entre États impérialistes — eux-mêmes représentants d'un certain capital financier — qui devient à son tour concurrentiel. Pour maintenir un contrôle sur ces flux, les États-Unis implantent massivement des bases militaires dans les pays du golfe.

Devenue une géante économique, la Chine remet en question la position hégémonique des États-Unis par sa monnaie (yuan), ses alliances économiques (BRICS) et politique (OCS), sa technologie (véhicules électriques, IA, etc.) et son système de transactions bancaires (CIPS). La création de mécanismes de paiement alternatifs pour le commerce pétrolier (notamment par la Russie, l'Iran et potentiellement d'autres producteurs) constitue une menace directe contre le monopole du dollar comme monnaie de facturation énergétique. Toute initiative des pays exportateurs de pétrole qui met en difficulté ce système avantage indirectement le concurrent chinois et devient une cible pour les États-Unis.

Pour des raisons multiples, le Venezuela et l'Iran sont un frein objectif au système productif pétrolier des États-Unis. Le Venezuela possède les plus grandes réserves prouvées de pétrole au monde. Le principal acheteur de son pétrole étant la Chine, son indépendance politique vis à vis des États-unis et l'héritage du chavisme — qui rompt avec le modèle capitaliste néolibéral — en fait un acteur économique à abattre. Quant à l'Iran, le contrôle du détroit d'Ormuz et ses réserves considérables, tant pétrolières que gazières, en fait un acteur incontournable dans l'industrie pétrolière et gazière. Son soutien à la cause palestinienne, son alliance avec la Russie et la Chine, et sa participation aux BRICS et à l'OCS s'inscrivent dans une contestation multidimensionnelle de l'ordre pétrolier dominé par les États-Unis. Le repartage du monde, des ressources naturelles et des routes stratégiques se traduit ici par la tentative de reprise du contrôle politique du Venezuela et de l'Iran pour le maintien de l'hégémonie états-unienne menacée par son principal concurrent chinois.

Derrière le discours idéologique mensonger de Trump pour justifier les ingérences états-uniennes et leurs massacres, se cache les intérêts économiques d'une classe sociale dans un contexte impérialiste. Pour maintenir

son hégémonie, cette classe doit faire des USA un intermédiaire incontournable pour l'accès aux flux énergétiques mondiaux et ainsi disposer d'un moyen de pression sur toutes les puissances.

Pour cette situation, comme pour toutes les autres, nationale ou internationale, l'étude rigoureuse des conditions définies dans cet ouvrage par Lénine est donc indispensable pour comprendre les dynamiques en cours.

*Les brochures de l'Union pour la Reconstruction Communiste (URC),
en co-édition avec le Cercle Manouchian :*

- Brochure n°1. Trump, la marche du capitalisme sénile vers la guerre. Comprendre les mutations rapides et inédites des rapports de force mondiaux, la fascisation et la militarisation (mars 2025).
- Brochure n°2. Racisme et quartiers populaires. Les jeunesses de France face au racisme contemporain (juillet 2026).
- Brochure n°3. Une introduction sur le fascisme (juillet 2026).
- Brochure n°4. La Sécurité sociale. Histoire d'une conquête, enjeu de lutte et perspective d'émancipation (juillet 2016).



***Supplément du Manifeste,
en co-édition avec le Cercle Manouchian***

urcommuniste.fr · urc@communistesdefrance.fr

9 rue St André 13014 Marseille

Prix indicatif : 5€